

"Maintenant quelles perspectives et que faire?"

Contribution de Claude Nicolet et Christian Hutin

La gauche a enfin gagné l'élection présidentielle, mais dans une proportion moindre que celle attendue. C'est néanmoins une preuve du ressort politique qui continue de vivre au sein du peuple français. Ne boudons pas notre satisfaction, ce n'était pas arrivé depuis 1988, et la droite était à l'Elysée depuis 1995 soit 17 ans. Si on retire les conséquences de la dissolution de 1997, voilà très précisément 10 ans que celle-ci gouverne le pays. Ce constat, tout le monde l'a fait. Mais qu'il nous soit permis d'y revenir et de mettre en lumière ou en perspective un certain nombre de points.

Dix ans plus tard où en sommes-nous? A gauche et dans le pays?

2002 a été un choc politique terrible dont on a essayé de faire porter la responsabilité essentielle sur **Jean-Pierre Chevènement** et dans une moindre mesure à **Christiane Taubira** aujourd'hui ministre de la Justice. Les divisions de la gauche, le trop grand nombre de candidats, les ambitions personnelles...Autant de mauvaises raisons. En réalité il y avait une volonté de ne pas faire d'analyse sur le fond de cet échec dont les causes viennent de loin.

Depuis, incontestablement les consciences ont évolué et il fallut bien se rendre à l'évidence, la victoire du NON au référendum de 2005, l'échec de la présidentielle de 2007 et surtout le décrochage massif de l'électorat populaire du vote PS (11% des ouvriers ont voté **Jospin** en 2002) démontraient l'étendu du malaise et de la crise politique qui minait le pays. La « gauche plurielle » ressortait rincée de cinq ans de cohabitation et surtout de ne pas avoir su proposer au pays un chemin devant les signes qui annonçaient la catastrophe économique et politique qui pointait à l'horizon. L'intitulé de notre texte au congrès du Kremlin Bicêtre était là encore prémonitoire « **un tsunami barre l'horizon** ». La candidature de **Ségolène Royal** en 2007, tout en affichant une prise de distance avec l'idéologie dominante, illustre le changement de paradigme qui allait s'imposer quelques mois plus tard lors de l'éclatement de la crise d'août 2007.

Dès lors, l'attrait sans cesse croissant du vote pour l'extrême droite, la création de l'UMP pour fédérer les droites dites "républicaines" au profit du projet néoconservateur

sarkozyste, posaient de redoutables questions à la gauche française de culture communiste comme de culture socialiste. Le congrès de Reims voyait l'arrivée de **Martine Aubry** contre **Ségolène Royal** et le départ de **Jean-Luc Mélanchon** et de **Marc Dolez** qui créent le Parti de Gauche.

Comme nous l'avions fait en 1992 en créant le Mouvement des Citoyens, le PS butait à nouveau sur l'écueil européen, comme en 2005 lors du référendum. L'Europe peut-elle être démocratique si elle s'affranchit des souverainetés nationales, l'Europe peut-elle être souveraine si elle s'affranchit de la démocratie ? Dans ces conditions comment porter un projet politique de transformation et d'émancipation sociale? La question, fondamentalement, n'est toujours pas réglée. Elle est évidemment redoutable et on ne cesse de le constater au fur et à mesure que se développe la crise financière qui est aussi celle de l'euro, donc de notre modèle politique, économique et démocratique porté par l'Union européenne.

Une perspective politique semble s'ouvrir en 2008: fédérer le NON de gauche. **Mélanchon** s'y engouffre en s'appuyant sur l'appareil du PCF qui reste efficace en terme organisationnel et de maillage du territoire. Cette proposition politique majeure, nous l'avions faite au PCF alors dirigé par **Robert Hue**, en 1996 déjà à l'occasion de la fameuse législative partielle de Gardanne. Le PC avait refusé de donner suite à cette alliance stratégique qui aurait pu être historique, mais nous étions en plein contrecoup idéologique de la chute du Mur de Berlin (1989) de la guerre du Golfe, de la disparition de l'URSS (1991-1992), du vote positif au référendum de Maastricht (1992).

Peut-être était-il impossible de lutter contre la puissance de ces « **vents dominants** », évoqués par **Jacques Delors** ? Mais c'était le pari qui était le nôtre: face à ce monde en plein bouleversement nous faisons le pari du retour du Citoyen et de la nation républicaine pour redéfinir les rapports de forces idéologiques et politiques du monde qui venait.

Nous voulions notamment nous donner les moyens de desserrer les contraintes économiques, financières et sociales qui s'incarnaient en France depuis 1983 dans le fameux "**tournant de la rigueur**". En 1994 notre liste au européenne "**l'autre politique**" marquait le pas, le "**fusil à un coup**" n'a pas atteint sa cible, il ne nous restait plus que "**la longue marche**". Nous avons perdu quasiment 15 ans. Il fallait chercher d'autres chemins. Nous devions alors "tenir" et proposer une perspective en jouant des coudes pour bousculer les conformismes et la poigne de fer de l'idéologie néolibérale qui cadennassait tout et tous, ce fut fondamentalement le sens de la candidature de **Jean-Pierre Chevènement** en 2002.

Depuis, les évènements nous ont rattrapés.

L'affirmation que les chemins de l'avenir et du possible restaient ouverts et qu'il ne fallait en aucun cas désespérer du peuple français et de la « **République qui reste la force de la France** », nous permirent de maintenir vivante l'idée que le peuple français pouvait se mobiliser pour de grands desseins portés par l'intérêt général. Ce slogan de la campagne de 2002 a été à l'époque soit incompris, soit interprété de façon malhonnête comme « **ni droite, ni gauche** ». A celles et ceux qui se sont alors moqués, quelles analyses font-ils de la situation d'aujourd'hui et des extrêmes droites qui montent ? Et sont-ils prêts à prendre leur part de responsabilité ?

La crise venue des Etats Unis d'Amérique, dites des subprimes et ses conséquences en Europe ont incontestablement contribuées à faire évoluer les consciences. Nos analyses se sont vues confirmées avec la violence de l'actualité. Les vices inhérents à la construction de l'euro, qui est une monnaie surévaluée, le fonctionnement de la BCE ainsi que ses objectifs, l'organisation des politiques européennes au service de la rente et du capital, détricotant notre tissu industriel et productif sont devenues presque des évidences pour beaucoup. Les questions du "**libre échange**", de la "**démondialisation**", de la ré-industrialisation du pays, du protectionnisme européen sont devenues légitimes. L'avenir même de la zone euro est maintenant posé.

On nous a vendu l'Europe au nom de la fraternité entre les peuples, de la paix éternelle et de la prospérité mais nous n'avons acheté que le néo-libéralisme. Quelque part il y a eu tromperie sur la marchandise, ce qui rend la confiance difficile à rétablir. Ce qui explique bien des comportements électoraux. "**Les vents dominants**" deviennent des vents mauvais, qui sèment le trouble, éveillent les nationalismes, les tensions et interrogent quant à l'avenir de notre continent. Ces débats sont devant nous car ils sont le cœur des problèmes auxquels il nous faudra désormais donner une réponse politique. **L'arrivée de la gauche au pouvoir la met devant d'immenses responsabilités. En aucun cas nous ne pouvons nous soustraire aux responsabilités qui sont désormais les nôtres.**

Quels constats faisons-nous de la période dans laquelle nous vivons ?

Quel type d'organisation politique il nous faut mettre en place qui réponde aux

exigences et aux défis démocratiques auxquels nous sommes confrontés? Nous ne devons et ne pouvons nous satisfaire d'une reconstitution de la défunte gauche plurielle. Nous sommes convaincus que la question du rassemblement et de la nature de celui-ci est désormais essentielle. Tout d'abord parce que la force des événements s'imposera à tous. La crise actuelle peut entraîner des pays et des sociétés entières dans le gouffre. La Grèce, l'Espagne, le Portugal... Qui ensuite ? Pour quelles recompositions politiques ? **La synthèse des électorats** de l'UMP et du FN est en voie de réalisation, d'où, notamment la violence de la bataille pour la tête de l'UMP. L'influence de la « **Droite populaire** », les passerelles idéologiques de plus en plus évidentes de l'une à l'autre, nous obligent à penser un contexte de plus en plus difficile et exigeant. Ce contexte est celui de toute la gauche. **C'est dans ce contexte que s'inscrira l'échec ou la réussite de la France.** Comment travailler entre nous et entre formations politiques PS-MRC-PRG-EELV, voire Parti de Gauche ou PCF.

L'organisation des "**primaires**" a incontestablement "**changé la donne**". Qu'on le veuille ou pas. Qu'il le veuille ou pas, le PS ne s'appartient plus totalement. La désignation du candidat (e) par l'ensemble du corps électoral est un bouleversement qui pose des questions politiques. Le fonctionnement et l'organisation de la gauche ne pas ne pas prendre acte de cette transformation. Quelles structures et organisation commune sommes-nous en capacité de mettre en place pour que nous répondions aux nouvelles exigences démocratiques? Ce que le PS a fait à cette occasion est une petite « **révolution** » politique et institutionnelle. Pourquoi ? Parce qu'il prend définitivement acte du caractère présidentielle du régime.

Présidentialisation que nous avons soutenu lors de la dernière réforme constitutionnelle et au sujet de laquelle **Jean-Pierre Chevènement** avait été longuement auditionnée par la commission **Balladur**. L'inversion du calendrier électoral, le passage du septennat au quinquennat, les primaires nous ont éloignés définitivement (en tout cas dans le cadre des institutions de la Vème République) du régime parlementaire pour aller vers le régime présidentiel. Cet « **aggiornamento** » n'est pas sans importance car il va en partie conditionner la forme et donc aussi en partie le fond de l'action politique. Le PS accentuera encore son identité de « **parti d'opinion** » plutôt que parti de militants détenant les clefs de son propre destin. C'est la défaite définitive de la tradition où de l'école « **guesdiste** ». Nous pensons que ce phénomène est inéluctable.

Cela veut-il dire qu'il ne doit y avoir qu'une seule grande formation politique à gauche ? Bien sûr que non. Les formes et modalités sont à trouver, à définir et elles se mettront en place si la dynamique et la volonté politique sont au rendez-vous.

Quelles perspectives? L'importance de la question sociale.

En juin 2008 le MRC faisait la proposition de la création d'un grand parti de toute la gauche **« seul capable de créer l'électrochoc nécessaire pour faire face au Tsunami qui vient et qui barre l'horizon »**. Ce Tsunami c'était la crise financière mondiale. Nous n'avions eu aucun écho à l'époque, mais là encore les temps ont changé. Par ailleurs une mauvaise réponse n'invalide pas nécessairement la pertinence de la question. Le gouvernement ne peut-il être qu'un équilibre subtil des "courants" du PS sans incarner l'ensemble de ce qui doit constituer le "noyau nucléaire" de la refondation républicaine de la gauche? A savoir le PS, le PRG...et le MRC. Ce qui se passe au PS ne concerne plus seulement le PS, mais toute la gauche. Qui ne voit les immenses mouvements en cours? Les organisations syndicales sont elles aussi traversées par ces phénomènes: voyons l'actualité de la CGT, voyons le refus de l'ensemble des syndicats en France du TSCG ainsi que par la confédération européenne des syndicats.

Car la question républicaine est revenue elle aussi en force. Pour une raison simple : **la question sociale est aujourd'hui brûlante d'actualité. Or la République en France est le système, la perspective, le moyen qui met en œuvre la question sociale comme question politique et démocratique.** D'où l'importance des difficultés auxquelles il faut répondre. Car fondamentalement ces dernières années la République a été mis en sommeil, mis sur le côté, voire confisquée. La question de l'Egalité qui est au cœur de la République et qui conditionne l'approche même de la question sociale, a été systématiquement pervertie. Philosophiquement il est plus facile de parler de **« diversité »** que **« d'égalité »**, on touche à des intérêts bien moins puissants et on détourne en partie le problème.

Le chômage de masse, la désindustrialisation, la précarité, la pauvreté, la misère, les questions de santé et d'accès aux soins, les pensions, les retraites, les salaires, le travail et ce qu'il représente aujourd'hui comme aliénation, la souffrance au travail, les questions de sécurité sont au cœur des préoccupations de nos concitoyens.

Pour des millions de Français, la peur du lendemain est une réalité de chaque instant. Cette peur est sociale, économique mais aussi identitaire et culturelle. Crainte de se sentir dépossédé de son histoire. C'est notamment sur cette analyse que se construisent le nouveau Front national et la vague « bleu marine ».

Cette nouvelle extrême droite fait son miel de l'ensemble des fondamentaux qui ont été abandonnés par les grands partis de gouvernement. Le gaullisme par l'UMP, l'idéal de

la République sociale par le PS. **Marine Le Pen** reprend à son compte ces concepts même s'ils furent ceux de ses pires ennemis parce qu'elle sait que se sont des marqueurs identitaires politiques très puissants. Or les perspectives européennes ne permettent plus de les rendre opératoires.

Cependant il ne faut pas négliger l'importance symbolique de la volonté gouvernementale de taxer le capital de la même façon que le travail. Cette évolution si elle se confirme peut-être le marqueur d'un possible tournant voire d'une rupture avec l'idéologie dominante en Occident depuis plus de trente ans. Il faut encourager de pareilles initiatives car elles attaquent de manière frontale l'une des conséquences majeures des politiques libre-échangistes et de dérégulation. Le Gouvernement en faisant appel au patriotisme va dans la bonne direction. Il est donc impératif que nous ayons une stratégie de diffusion de nos idées en direction de nos partenaires. Car seuls nous n'y arriverons pas, même si les événements seront nos plus fidèles alliés. Sauf que les conséquences politiques ne seront pas nécessairement celles que nous souhaiterions. Nous devons donc faire preuve du plus grand sens des responsabilités.

Tout comme la question démocratique et sociale est au cœur de la question européenne, elle l'est aussi au cœur de la gauche, de son fonctionnement et de son périmètre. Aujourd'hui comment définir et proposer un nouveau contrat social aux Français, et plus largement aux européens qui soit un gage de croissance, de développement et d'émancipation.

Certes nos idées ont beaucoup essaimé depuis quelque temps et il y a fort à parier que cela va continuer. Le récent épisode du TSCG ne doit pas occulter la mise en cause de la façon dont est construite l'Europe. C'est tant mieux. Mais, plus que jamais, nous avons vocation à être totalement impliqué dans le redressement du pays et de la gauche. Il y a vingt ans, nous avions un slogan : **« Relever la gauche avec la France », nous y sommes.**

Jean-Pierre Chevènement a soutenu **François Hollande** dès le premier tour "*les yeux ouverts*", il faut participer à la réussite de ce quinquennat, pour la gauche et pour la France. Sinon le pire peut-être à craindre.

Claude NICOLET Christian HUTIN